

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29518]

**8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
relatif aux conditions particulières d'agrément
et d'octroi des subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 44, modifié par les décrets des 29 mars 2001 et 29 novembre 2012 ainsi que l'article 47, remplacé par le décret du 29 novembre 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques;

Vu l'avis n° 139 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en février 2014;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 5 mars 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis n°55.800/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2014 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Définitions

1° arrêté du 15 mars 1999 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2° offre restauratrice : offre visée aux articles 37bis à *quinquies* et 45*quater* de la loi du 8 avril 1965;

3° dyade : paire formée dans le cadre d'une offre restauratrice par un mineur poursuivi du chef d'un fait qualifié infraction et une victime concernée par ce fait et identifiable dans le mandat;

4° instance judiciaire : l'instance judiciaire compétente dans le cadre de la loi du 8 avril 1965, à savoir le procureur du Roi, le juge ou le tribunal de la jeunesse.

CHAPITRE I^{er}. — CHAMP D'APPLICATION

Art. 2. Le présent arrêté fixe les conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'actions restauratrices et éducatives visés aux articles 2, 14°, et 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

CHAPITRE II. — LES MISSIONS

Art. 3. § 1^{er}. Le service d'actions restauratrices et éducatives, ci-après dénommé le service, s'adresse à des personnes poursuivies en vertu de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait du chef d'un fait qualifié infraction, commis avant l'âge de dix-huit ans accomplis, ainsi qu'à toute personne susceptible de participer à une offre restauratrice relativement à ce fait, en ce compris la victime, dans le cadre des missions visées au § 2, 2° et 3°.

§ 2. Il a pour mission d'apporter une réponse restauratrice et éducative aux faits qualifiés infractions en organisant :

1° des prestations d'intérêt général et des prestations éducatives et d'intérêt général;

2° des médiations;

3° des concertations restauratrices en groupe.

L'organisation de la mission visée au § 2, 1°, consiste à rechercher et à mettre en place les moyens de réaliser celle-ci, à nouer les contacts utiles à cet effet et à encadrer le jeune durant sa prestation.

Le service sélectionne les organismes dans lesquels les jeunes réalisent les heures de prestation au service de la communauté, ou, exceptionnellement, met lui-même en œuvre celles-ci.

§ 3. Le service organise, en sus des missions prévues au § 2, au moins une des deux missions suivantes :

1° la participation du mineur à une formation ou à une activité organisée;

2° la participation du mineur à un ou plusieurs modules de formation ou de sensibilisation aux conséquences des actes accomplis et de leur impact sur les éventuelles victimes.

Si le service n'organise qu'une de ces missions, le choix de celle-ci se fait en concertation avec les instances judiciaires de la zone de compétence du service visée par le projet pédagogique. Cette concertation est formalisée dans le projet pédagogique du service.

La participation du mineur à une activité organisée visée au § 3, 1°, se veut constructive et centrée sur le jeune. A la différence de la prestation éducative et d'intérêt général, elle ne consiste pas en un travail et n'est pas nécessairement pourvue d'une dimension réparatrice et altruiste. La seule dimension récréative ne peut toutefois suffire.

Art. 4. § 1^{er}. Le juge ou le tribunal de la jeunesse mandate le service pour organiser les missions visées à l'article 3, §§ 2 et 3. Le procureur du Roi mandate le service pour organiser les offres visées à l'article 3, § 2, 2^o.

Ces instances judiciaires adressent au service un mandat pour chaque demande de mission visée à l'article 3.

Pour les prestations d'intérêt général et les prestations éducatives et d'intérêt général, le service n'accepte le mandat que si celui-ci en précise le nombre d'heures.

§ 2. Le début de la prise en charge correspond à la date du mandat.

§ 3. Dans le cadre des missions visées à l'article 3, § 2, 1^o, et § 3, le service adresse un premier rapport à l'instance judiciaire dans les deux mois qui suivent la date du mandat. Un deuxième rapport est transmis à la fin du quatrième mois qui suit la date du mandat, puis de quatre en quatre mois jusqu'à la fin de la mission. Un rapport de synthèse est établi à l'issue de la mission ou, selon le cas, lorsque l'instance judiciaire met fin au mandat.

A défaut de décision de l'instance judiciaire mettant fin à la prise en charge, celle-ci se clôture à l'issue d'un délai de 15 jours à dater de la transmission du rapport de synthèse par le service.

§ 4. Dans le cadre des missions visées à l'article 3, § 2, 2^o et 3^o, si l'offre n'est pas rencontrée, le service en informe l'instance judiciaire dans un rapport succinct.

Dans le cas où l'offre trouve à s'appliquer, le service adresse successivement à l'instance judiciaire :

- un rapport succinct relatif à l'état d'avancement de l'offre restauratrice;
- l'accord signé par les personnes concernées pour approbation si l'accord est destiné au procureur du Roi ou homologation s'il est destiné au juge ou au tribunal de la jeunesse;
- un rapport succinct relatif à l'exécution de l'accord.

A défaut de décision de l'instance judiciaire mettant fin à la prise en charge, celle-ci se clôture à l'issue d'un délai de 15 jours à dater de la transmission du rapport succinct mentionnant que l'offre n'a pas abouti ou du rapport succinct portant sur l'exécution de l'accord.

Art. 5. Au moins 30 % des missions réalisées par le service sur une année sont constituées par celles visées à l'article 3, § 2, 2^o et 3^o, au moins 30 % des missions sont constituées par celles visées à l'article 3, § 2, 1^o, et au moins 10 % sont constituées par les autres missions. Si ces proportions ne sont pas atteintes, le service en avertit l'administration compétente et en justifie les raisons.

Si le taux de refus des participants potentiels visés par un mandat aux missions visées à l'article 3, § 2, 2^o et 3^o, est supérieur à 65 %, l'administration compétente procède, en concertation avec le service, à une analyse de ce taux.

CHAPITRE III. — LE SUBVENTIONNEMENT

Section 1^{re}. — Subventions pour frais de personnel

Art. 6. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 31 à 33 de l'arrêté du 15 mars 1999 est accordée au service sur la base de normes qui varient en fonction du nombre de situations visées par le projet pédagogique du service.

Pour l'application du présent arrêté, par nombre de situations visées par le projet pédagogique, il faut entendre le nombre de situations traitées simultanément.

La subvention est accordée sur base des normes suivantes :

a) pour 34 situations: 4,5 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur barème A;
- 0,5 rédacteur;
- 1 licencié ou 1 titulaire d'un master ou 1 éducateur classe 1 ou assistant social ou assistant en psychologie;
- 2 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie.

Au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié ou un titulaire d'un master en droit ou en criminologie;

b) pour 45 situations: 5,5 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur barème A;
- 1 rédacteur;
- 1 licencié ou 1 titulaire d'un master, dont au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié ou titulaire d'un 1 master en droit ou en criminologie;
- 2,5 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie;

c) pour 56 situations : 6,5 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur barème A;
- 1 rédacteur;
- 1 licencié ou 1 titulaire d'un master, dont au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié ou 1 titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- 3,5 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie;

d) pour 68 situations : 7,5 fonctions à temps plein dont :

- 1 directeur barème A;
- 1 rédacteur;
- 1 licencié ou titulaire d'un master, dont au moins un emploi mi-temps devra être occupé par un licencié ou un titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
- 4,5 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie;

- e) pour 80 situations : 8,5 fonctions à temps plein dont :
- 1 directeur barème A;
 - 1 administratif;
 - 1,5 licenciés ou titulaires d'un master, dont au moins un emploi temps-plein devra être occupé par un licencié ou un titulaire d'un master en droit ou en criminologie;
 - 5 éducateurs classe 1 ou assistants sociaux ou assistants en psychologie.

§ 2. En ce qui concerne les missions visées par l'article 3, § 2, 1^o, et § 3, le nombre de situations visées par le projet pédagogique du service est déterminé par le nombre de mandats. En ce qui concerne les missions visées par l'article 3, § 2, 2^o et 3^o, le nombre de situations visées par le projet pédagogique du service est déterminé par le nombre de dyades. Néanmoins, le nombre de dyades pris en compte dans ce cas est limité à trois par mandat.

Art. 7. Pour la justification de la subvention annuelle provisionnelle visée à l'article précédent, seules les fonctions suivantes sont prises en considération dans les catégories de personnel reprises à l'annexe 3 de l'arrêté du 15 mars 1999 :

- A. personnel éducateur : toutes les fonctions;
- B. personnel psycho-social : assistant social ou auxiliaire social ou assistant en psychologie; les licenciés ou masters possédant une des cinq licences ou masters mentionnées à l'annexe 3 précitée.
- C. personnel administratif : toutes les fonctions;
- D. personnel de direction : directeur barème A;
- E. personnel technique : personnel technique.

Section 2. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 8. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 35 et 36 de l'arrêté du 15 mars 1999, est accordée au service sur la base du nombre de situations visées par le projet pédagogique :

- a) pour 34 situations visées : 25.058 euros indexables;
- b) pour 45 situations visées : 26.197 euros indexables;
- c) pour 56 situations visées : 30.753 euros indexables;
- d) pour 68 situations visées : 39.095 euros indexables;
- e) pour 80 situations visées : 42.144 euros indexables.

CHAPITRE IV. — DISPOSITIONS GENERALES, ABROGATOIRES, TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 9. A l'arrêté du 15 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 1^{er}, 8^o, les mots « ou, en ce qui concerne les services de prestations éducatives ou philanthropiques, le nombre de situations pouvant être traitées annuellement » sont supprimés;

2^o à l'article 1^{er}, 9^o, les mots « Pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques, le taux de prise en charge est calculé de la manière suivante : le nombre de prises en charge traitées au cours de l'année civile concernée divisé par le nombre des situations visées par le projet pédagogique du service. Le quotient est ensuite multiplié par 100 » sont supprimés;

3^o à l'article 3, 1^o, les mots « services de prestations éducatives ou philanthropiques » sont remplacés par les mots « services d'actions restauratrices et éducatives »;

4^o à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, les mots « services de prestations éducatives ou philanthropiques » sont remplacés par les mots « services d'actions restauratrices et éducatives »;

5^o à l'article 31, § 2, alinéa 4, 5^e tiret, les mots « services de prestations éducatives ou philanthropiques » sont remplacés par les mots « services d'actions restauratrices et éducatives ».

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques est abrogé, à l'exception de l'article 6, 1^o et 2^o, qui reste d'application jusqu'au 31 décembre 2015.

Les services agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sur la base de l'arrêté précité sont agréés de plein droit sur base des dispositions visées par le présent arrêté. Le nombre de situations défini dans le projet pédagogique du service agréé est fixé sur base du nombre d'emplois subventionnés au jour qui précède la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015, à l'exception de l'article 5 alinéa 1^{er} et de l'article 8 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Art. 12. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29518]

8 MEI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 44, gewijzigd bij de decreten van 29 maart 2001 en 29 november 2012, alsook op artikel 47, vervangen bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties;

Gelet op het advies nr. 139 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in februari 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 maart 2014;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 maart 2014;

Gelet op het advies nr. 55.800/4 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Definities

1° besluit van 15 maart 1999 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2° herstelgericht aanbod : het aanbod bedoeld in de artikelen 37bis tot *quinquies* en 45quater van de wet van 8 april 1965;

3° dyade : een paar gevormd in het kader van een herstelgericht aanbod door een minderjarige die voor een als misdrijf omschreven feit vervolgd wordt en een slachtoffer betrokken bij dit feit en identificeerbaar in het mandaat;

4° gerechtelijke instantie : de gerechtelijke instantie bevoegd in het kader van de wet van 8 april 1965, met name de procureur des Konings, de jeugdrechter of -rechtbank.

HOOFDSTUK I. — TOEPASSINGSGEBIED

Art. 2. Dit besluit bepaalt de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties bedoeld in de artikelen 1, 14°, en 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

HOOFDSTUK II. — OPDRACHTEN

Art. 3. § 1. De dienst voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties, hierna de dienst genoemd, richt zich tot personen die vervolgd worden overeenkomstig de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade, dat gepleegd werd voordat zij achttien waren, alsook tot elke persoon die in staat is om deel te nemen aan een herstelgericht aanbod in verband met dit feit, met inbegrip van het slachtoffer, in het kader van de opdrachten bedoeld in § 2, 2° en 3°.

§ 2. Hij heeft als opdracht een herstelgericht en opvoedkundig antwoord te geven aan de als misdrijven omschreven feiten door de organisatie van :

1° prestaties van algemeen belang en opvoedkundige prestaties en prestaties van algemeen belang;

2° bemiddelingen;

3° herstelgericht groepsoverleg.

De organisatie van de opdracht bedoeld in § 2, 1°, bestaat in het zoeken en het aanwenden van de middelen om die prestaties uit te voeren, de contacten die daartoe nodig zijn te leggen en de jongere te begeleiden in het kader van zijn prestatie.

De dienst selecteert de instellingen waarin de jongeren hun prestaties uitvoeren ten dienste van de gemeenschap, of, voert zichzelf uitzonderlijk de bovenvermelde prestaties.

§ 3. De dienst organiseert, boven de opdrachten bedoeld in § 2, ten minste één van de beide volgende opdrachten :

1° de deelneming van de minderjarige aan een opleiding of een georganiseerde activiteit;

2° de deelneming van de minderjarige aan één of meer opleidings- of sensibiliseringsmodules voor de gevolgen van de verrichte daden en de impact ervan op de mogelijke slachtoffers.

Indien de dienst slechts één opdracht organiseert, gebeurt de keuze ervan in overleg met de gerechtelijke instanties van de bevoegdheidszone van de dienst bedoeld in het pedagogische project. Dit overleg wordt geformaliseerd in het pedagogische project van de dienst.

De deelneming van de minderjarige aan een activiteit georganiseerd bedoeld in § 3, 1°, moet opbouwend en gericht zijn op de jongere. In tegenstelling tot de opvoedkundige prestatie en de prestatie van algemeen belang bestaat ze niet in een werk en is niet noodzakelijk voorzien van een herstelgerichte en onbaatzuchtige dimensie. De ontspannende dimensie alleen kan nochtans niet volstaan.

Art. 4. § 1. De jeugdrechter of de jeugdrechtbank mandateert de dienst om de opdrachten bedoeld in artikel 3, §§ 2 en 3 te organiseren. De Procureur des Konings mandateert de dienst om het aanbod bedoeld in artikel 3, § 2, 2° te organiseren.

De gerechtelijke instanties richten aan de dienst een mandaat voor elke aanvraag om opdracht bedoeld in artikel 3.

Voor de prestaties van algemeen belang en de opvoedkundige prestaties en de prestaties van algemeen belang aanvaardt de dienst het mandaat slechts als dit het aantal uren vermeldt.

§ 2. Het begin van de tenlasteneming komt overeen met de datum van het mandaat.

§ 3. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, en § 3, richt de dienst een eerste verslag aan de gerechtelijke instantie binnen de twee maanden na de datum van het mandaat. Een tweede verslag wordt bezorgd aan het einde van de vierde maand volgend op de datum van het mandaat, daarna om de vier maanden tot het einde van de opdracht. Een syntheseverslag wordt opgesteld na de opdracht of, desgevallend, wanneer de gerechtelijke instantie een einde aan het mandaat stelt.

Bij gebrek aan een beslissing van de gerechtelijke instantie om een einde te stellen aan de tenlasteneming, wordt deze beëindigd na een termijn van 15 dagen na de bezorging van het syntheseverslag door de dienst.

§ 4. In het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 2° en 3°, indien het aanbod niet vervuld wordt, informeert de dienst de gerechtelijke instantie hierover in een beknopt verslag.

Ingeval het aanbod wordt toegepast, richt de dienst achtereenvolgens aan de gerechtelijke instantie :

- een beknopt verslag betreffende de stand van zaken van het herstelgerichte aanbod;
- de toestemming ondertekend door de betrokken personen voor goedkeuring indien de toestemming bestemd is voor de procureur des Konings of geldigverklaring indien ze bestemd is voor de jeugdrechter of de jeugdrechtbank;
- een beknopt verslag betreffende de uitvoering van de toestemming.

Bij gebrek aan een beslissing van de gerechtelijke instantie die een einde stelt aan de tenlasteneming, wordt deze beëindigd na een termijn van 15 dagen na de bezorging van het beknopte verslag waarin vermeld wordt dat het aanbod niet vervuld wordt of van het beknopte verslag over de uitvoering van de toestemming.

Art. 5. Minstens 30 % van de opdrachten uitgevoerd door de dienst over een jaar bestaan uit deze bedoeld in artikel 3, § 2, 2° en 3°, minstens 30 % van de opdrachten bestaan uit deze bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, en minstens 10 % bestaan uit de andere opdrachten. Indien deze proporties niet bereikt worden, verwittigt de dienst de bevoegde administratie hierover en geeft de redenen daarover.

Indien het weigeringspercentage van de eventuele deelnemers bedoeld in een mandaat voor de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 2° en 3°, hoger is dan 65 %, analyseert de bevoegde administratie, in overleg met de dienst, dat percentage.

HOOFDSTUK III. — DE SUBSIDIËRING

Afdeling 1 — Subsidies voor personeelskosten

Art. 6. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 31 tot 33 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999, wordt aan de dienst toegekend op basis van de normen die schommelen in functie van het aantal toestanden bedoeld in het pedagogische project van de dienst.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder aantal door het pedagogische project bedoelde toestanden, het aantal gelijktijdig behandelde toestanden.

De subsidie wordt toegekend op basis van de volgende normen :

f) voor 34 toestanden : 4,5 voltijdse ambten waaronder :

- 1 directeur barema A;
- 0,5 opsteller;
- 1 licentiaat of 1 houder van een master of 1 opvoeder klasse 1 of maatschappelijk assistent of assistent in de psychologie;
- 2 opvoeders klasse 1 of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie.

Minstens één halftijdse betrekking zal toegewezen moeten worden aan een licentiaat of een houder van een master in de rechten of criminologie;

g) voor 45 toestanden: 5,5 voltijdse ambten waaronder :

- 1 directeur barema A;
- 1 opsteller;
- 1 licentiaat of 1 houder van een master, waaronder minstens één halftijdse betrekking zal toegewezen moeten worden aan een licentiaat of een houder van een master in de rechten of criminologie;
- 2,5 opvoeders klasse 1 of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie;

h) voor 56 toestanden : 6,5 voltijdse ambten waaronder :

- 1 directeur barema A;
- 1 opsteller;
- 1 licentiaat of 1 houder van een master, waaronder ten minste een halftijdse betrekking zal toegewezen moeten worden aan een licentiaat of 1 houder van een master in de rechten of criminologie;
- 3,5 opvoeders klasse 1 of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie;

i) voor 68 toestanden : 7,5 voltijdse ambten waaronder :

- 1 directeur barema A;
- 1 opsteller;
- 1 licentiaat of houder van een master, waaronder minstens één halftijdse betrekking zal toegewezen moeten worden aan een licentiaat of een houder van een master in de rechten of criminologie;
- 4,5 opvoeders klasse 1 of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie;

j) voor 80 toestanden : 8,5 voltijdse ambten waaronder :

- 1 directeur barema A;
- 1 administratief personeel;
- 1,5 licentiaten of houders van een master, waaronder minstens één voltijdse betrekking zal toegewezen moeten worden aan een licentiaat of een houder van een master in de rechten of criminologie;
- 5 opvoeders klasse 1 of maatschappelijke assistenten of assistenten in de psychologie.

§ 2. Wat betreft de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 1^o, en § 3, wordt het aantal door het pedagogische project behandelde toestanden bepaald door het aantal mandaten. Wat betreft de opdrachten bedoeld in artikel 3, § 2, 2^o en 3^o, wordt het aantal door het pedagogische project behandelde toestanden van de dienst bepaald door het aantal dyades. Nochtans wordt het aantal dyades dat in aanmerking wordt genomen in dit geval, tot drie per mandaat beperkt.

Art. 7. Voor de verantwoording van de provisionele jaarlijkse subsidie bedoeld in het vorige artikel, worden enkel de volgende ambten in aanmerking genomen in de categorieën van het personeel opgenomen in bijlage 3 van het besluit van 15 maart 1999 :

F. Opvoedend personeel : alle ambten;

G. Psycho-sociaal personeel : maatschappelijk assistent of maatschappelijk hulppersoneel of assistent in de psychologie; de licentiaten of masters met één van de vijf licenties of masters bedoeld in de bovenvermelde bijlage 3.

H. Administratief personeel : alle ambten;

I. Directiepersoneel : directeur barema A;

J. Technisch personeel : technisch personeel.

Afdeling 2. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 8. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 35 en 36 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 wordt aan de dienst toegekend op basis van het aantal toestanden bedoeld in het pedagogische project :

- f) voor 34 bedoelde toestanden : 25.058 euro indexeerbaar;
- g) voor 45 bedoelde toestanden : 26.197 euro indexeerbaar;
- h) voor 56 bedoelde toestanden : 30.753 euro indexeerbaar;
- i) voor 68 bedoelde toestanden : 39.095 euro indexeerbaar;
- j) voor 80 bedoelde toestanden : 42.144 euro indexeerbaar.

HOOFDSTUK IV. — ALGEMENE, OPHEFFINGS-, OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 9. In het besluit van 15 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 1, 8^o, worden de woorden « of, wat de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties betreft, het aantal situaties die jaarlijks kunnen behandeld worden » geschrapt;

2^o in artikel 1, 9^o, worden de woorden « Wat de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties betreft, wordt het cijfer van de steunverlening als volgt berekend : totaal aantal dagen steunverlening behandeld gedurende het betrokken burgerlijk jaar, gedeeld door het aantal situaties zoals bedoeld bij het opvoedingsproject van de erkende dienst. Het quotiënt wordt daarna met 100 vermenigvuldigd » geschrapt;

3^o in artikel 3, 1^o, worden de woorden « diensten voor educatieve of filantropische prestaties » vervangen door de woorden « diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties »;

4^o in artikel 9, § 1, derde lid, 2^o, worden de woorden « diensten voor educatieve of filantropische prestaties » vervangen door de woorden « diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties »;

5^o in artikel 31, § 2, vierde lid, 5de streepje, worden de woorden « diensten voor educatieve of filantropische prestaties » vervangen door de woorden « diensten voor herstelgerichte en opvoedkundige prestaties ».

Art. 10. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 6, 1^o en 2^o, dat tot 31 december 2015 van toepassing blijft.

De diensten die erkend en gesubsidieerd worden op de datum van inwerkingtreding van dit besluit op basis van het bovenvermelde besluit, worden ambtshalve erkend op basis van de bepalingen bedoeld in dit besluit. Het aantal toestanden bepaald in het pedagogische project van de erkende dienst, wordt vastgesteld op basis van het aantal betrekkingen die gesubsidieerd worden de dag vóór de datum van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015, met uitzondering van artikel 5, eerste lid, en artikel 8 die op 1 januari 2016 in werking treden.

Art. 12. De Minister van Hulpverlening aan de jeugd, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK